

INTERVIEW

ÉCONOMIE

Les 99,9 pour cent

Entretien : Luc Caregari

Arcelormittal, Cargolux ou la collaboration avec le Srel, le ministère de l'Economie est au centre de l'actualité du moment. Entretien avec Etienne Schneider, l'homme aux commandes.

woxx : Dans le contexte de ce qui vient de se passer à Liège et en France avec Arcelormittal - et au vu de la situation luxembourgeoise qui n'est pas vraiment meilleure - une question se pose : A partir de quand un gouvernement doit-il cesser de faire confiance à un entrepreneur qui brise ses promesses si souvent ?

Etienne Schneider : Arcelormittal a des contacts séparés avec les gouvernements des trois pays concernés. Dans ces contacts, il a probablement rompu certaines promesses faites à ces gouvernements - mais je ne connais pas les détails de ces arrangements. En ce qui me concerne, et c'était une de mes premières tâches en tant que ministre, ce furent les négociations tripartites, qui ont abouti sur les accords Lux2016. Et dans ce contexte, j'ai introduit quelque chose de nouveau pour obtenir des garanties en contrepartie de ce à quoi nous nous engageons - les cellules de reclassement (CDR) et les préretraites qui nous coûtent une fortune. C'est pourquoi j'ai fait ajouter une clause dans ces accords - qui n'a certainement pas amusé Arcelormittal - qui dit que si Arcelormittal ne remplit pas ses promesses d'investissement, je ne tiendrai pas les miennes concernant les CDR et les préretraites. Qu'est-ce que cela veut dire ? Pour le Luxembourg, le montant des investissements se chiffre à 400 millions d'euro -

dont la moitié a été garantie. Et pour l'autre moitié - qui concerne Belval et Differdange - Arcelormittal en était aux planifications et dira vers la mi-2013 ce qu'ils en feront.

Que se passerait-il dans le pire des cas ?

Pour l'instant, nous n'en sommes pas là. Tous les investissements promis ont été jusqu'ici réalisés. D'ailleurs, nous nous voyons régulièrement. Depuis lors, deux réunions ont eu lieu. Même les syndicats l'ont confirmé. Dans le pire des cas, nous retirerons le financement des CDR. Ces personnes tomberont alors au chômage, mais cela nous coûtera beaucoup moins.

Votre camarade socialiste, le ministre français Arnaud Montebourg, trouve des mots plus durs pour Lakshmi Mittal : maître chanteur ou menteur. Adhériez-vous à ces propos ?

Non, je ne peux pas dire cela définitivement. J'ai aussi dit à Michel Wurth que psychologiquement, la fermeture du siège sur l'avenue de la Liberté était difficile à supporter. Mais s'ils n'ont que 20 personnes qui y travaillent et sont soumis à des mesures drastiques pour économiser un maximum - dans ce contexte, un tel geste est compréhensible, même si l'état d'âme des Luxembourgeois en ressort blessé. Mais je ne peux pas reprocher à Mittal de mentir ou de nous faire chanter. Je peux tout au plus lui reprocher de fermer des usines ici. Mais d'un autre côté, nous avons le problème que Mittal affronte une conjoncture qui lui est défavorable.

Cela ne l'a pas empêché de proposer 1,5 milliard de dollars pour une usine Thyssen-Krupp située dans l'Alabama.

Vous savez, si vous pilotez une entreprise mondiale comme Arcelormittal, vous êtes toujours en train d'acheter et de revendre. Parce qu'il vous faut une stratégie qui vous permet de vous poser durablement sur le marché. Et c'est son business. La même chose vaut pour le reproche courant que Mittal paie des dividendes, tout en faisant des pertes et en fermant des usines. En tant qu'économiste, vous savez que si une entreprise ne paie plus de dividendes, son cours en bourse s'effondre immédiatement. Et le problème de Mittal, la racine du mal en somme, c'est qu'il est surendetté par rapport à son cours en bourse. L'année dernière, sa capitalisation en bourse était inférieure à sa dette. Ce qui revient de facto à une faillite et il doit changer les choses. C'est pourquoi il ferme des usines qui ne sont plus rentables à tour de bras, et en achète d'autres pour se sortir la tête de l'eau.

Pourtant, selon l'audit sur Schiff-lange et Rodange qui a fuité dans la presse - chose que vous n'avez pas vraiment appréciée - , les usines seraient toujours rentables.

La misère c'est qu'elles ne sont pas rentables. Mais on pourrait - à travers des investissements - conduire ces usines hors des chiffres rouges. C'est cela le fin mot de l'audit. Mais pas au niveau actuel, et il faudrait réduire l'activité dans tous les cas. Le problème, c'est que pour un investisseur comme Mittal, sortir du rouge ne

suffit pas, il n'y gagnerait rien. C'est pourquoi il ne le fait pas. Cela dit, sa stratégie est de réduire l'offre pour rétablir de meilleures marges. Économiquement parlant, tous les actes de Mittal sont compréhensibles. Mais nous, en tant que ministère, on est intéressés à garder autant d'activités ici que possible.

« Économiquement parlant, tous les actes de Mittal sont compréhensibles »

L'option nationalisation, envisagée en France comme en Belgique, serait-elle possible ici ?

Non, c'est quelque chose que vous n'entendrez jamais de ma part, ni pour Arcelormittal, ni pour aucune autre entreprise. Même si nous venons de le faire pour Cargolux, mais ça, c'est une autre histoire. Mais dire à un industriel ou à un investisseur : si tu ne remplis pas nos conditions, on te nationalise, serait catastrophique, car il faut savoir que 99,9 pour cent de toutes les activités économiques sont basées sur du capital étranger. Si j'envisageais des nationalisations, je n'aurais même plus besoin de faire des missions économiques - plus personne ne viendrait. Le seul fait de penser à une nationalisation serait mortel pour un pays aussi petit que le nôtre, d'ailleurs c'est aussi mortel pour la France. Les entrepreneurs français que je rencontre régulièrement sont tous horrifiés par ce scénario. De toute façon, l'atmosphère qui règne en France en ce moment est moribonde et s'ils n'arrivent pas

Etienne Schneider est ministre de l'économie depuis le 1er février 2012 suite à la démission de son prédécesseur, le socialiste Jeannot Krecké, dont il fut également le secrétaire de fraction.



PHOTO : CHRISTIAN MOSAR

à tourner la page, ils perdront encore beaucoup d'entreprises. D'ailleurs, je viens de rencontrer un industriel français qui n'a plus envie de travailler en France et qui s'installera bientôt au Luxembourg et créera une centaine d'emplois.

Quelles leçons tirez-vous personnellement du fiasco Cargolux ?

Que si vous faites un deal pareil, il faut clarifier beaucoup plus en détail quelle stratégie est envisagée et qui fait quoi dans cette stratégie. Dans ce cas, il faut tout de même faire valoir cette excuse à Luc Frieden, car nous étions dans une situation d'urgence et qu'il ne restait plus le temps nécessaire pour voir les détails. La Cargolux frôlait bien le dépôt du bilan. Nous avions besoin de quelqu'un qui avait l'argent et l'intérêt. De plus, ça semblait logique, puisque nous aurions disposé d'une base au Moyen-Orient et eux d'une base en Europe, ce qui était potentiellement un beau projet. Le problème était que seulement quelques grandes lignes étaient discutées, sans les détails. Ce n'est que par après que nous nous sommes rendu compte que les Qataris envisageaient le business d'une façon différente de la nôtre. Pour eux, licencier une centaine de personnes sur le champ est une chose naturelle, ce qui n'est pas notre façon d'agir. Les Qataris sont venus ici et ont dû se débattre avec des comités mixtes, des syndicats et des politiciens qui se sont impliqués dans leur affaire. C'est pourquoi la leçon qu'il faut en tirer est que si nous faisons du business avec des pays qui nous sont culturellement proches, ces problèmes ne se posent pas. Mais si ce n'est pas le

cas, il faut dire à ces investisseurs ce qui les attendra s'ils investissent chez nous.

« Les Qataris sont venus ici et ont dû se débattre avec des comités mixtes, des syndicats et des politiciens qui se sont impliqués dans leur affaire »

Dans une interview au magazine forum, Jean-Claude Juncker s'est plaint des revendications de transparence absolue qui auraient nui à l'affaire Cargolux. Est-ce que vous partagez son avis ?

Le problème que nous avons ces derniers temps, c'est que tout le monde revendique la transparence totale. Cela culmine en ce moment avec l'affaire du Srel. Qu'un service de renseignement doive fonctionner selon des règles strictes est certainement nécessaire, mais ses activités doivent tout de même pouvoir rester secrètes. Et je vous garantis que c'est parfois vraiment nécessaire d'en avoir un. Pour moi, le problème principal reste la différence de vues entre les Qataris et les Luxembourgeois, dont Frank Reimen. Et si je vois que maintenant que les Qataris sont partis, le groupe revient sur la stratégie de Reimen, je me dis tout de même : merde, celui qui a été forcé de partir doit voir un autre reprendre ses idées. La ficelle est grosse.

Parlant du Srel, quelles sont vos relations avec ce service ?

Je n'ai jamais organisé de mission économique avec le Srel depuis que je suis ministre. J'ai André Kemmer dans mes services, qui était là avant moi. Derrière cette idée, il y avait une demande émanant du ministère de l'Economie avec le Srel, afin de clarifier où nous allons. Depuis 2004, nous effectuons des missions dans des pays où nous ne savions pas vraiment à qui nous aurions affaire, comme en Chine, en Asie ou en Russie. La collaboration avec le Srel fonctionnait sur cette base : c'était à eux de déterminer si par exemple un tel oligarque avait probablement bâti sa fortune avec de la drogue, de la prostitution ou non. Et puis, on s'est dit qu'on avait besoin de plus d'informations économiques, mais moins dans le secteur de la sécurité,

ce qui a encore renforcé la collaboration. C'est pourquoi Jeannot Krecké a proposé André Kemmer pour faire ce travail qui n'avait rien à voir avec celui d'un agent des services secrets. Il ne travaillait que dans l'open source et avait pour mission d'établir des rapports d'intelligence économique. Pour renforcer encore ce dispositif et les liens avec le Srel, un autre fonctionnaire a été affecté chez nous et en même temps au Srel - aussi pour éviter un double emploi. Depuis, que je suis ministre, j'ai reçu deux notes du Srel contenant des informations de sécurité. En tout cas, je n'ai rien à cacher dans cette affaire et j'attendrai les conclusions de la commission d'enquête avant de revoir cette collaboration.

Note de la rédaction:

(lc) - Comme on peut s'en apercevoir, cet entretien a été mené avant le 12 février, date à laquelle Etienne Schneider et ses collègues français et wallon se sont rendus à Bruxelles pour y rencontrer la Commission européenne. Lakshmi Mittal était aussi invité à cette réunion. Mais le magnat de la sidérurgie n'a pas daigné répondre, ce qui a été ressenti comme un affront par la classe politique européenne, même si Arcelormittal avait dépêché un de ses hauts dirigeants. Le Plan européen de l'acier, qui est le produit de cette réunion, n'a pas été vraiment été du goût d'Arcelormittal. Entre-temps, Lakshmi Mittal semble pourtant s'être assagi. Après une entrevue le 19 février avec le commissaire et vice-président de la Commission européenne Antonio Tajani, Mittal s'est engagé à ne pas fermer Florange et Liège, à investir respectivement 180 millions et 140 millions d'euros dans ces sites, à donner la possibilité aux travailleurs affectés par les réductions d'activité de trouver un autre travail au sein du groupe et à ne plus lancer d'autres plans de restructuration avant l'approbation du Plan européen de l'acier. Quant aux contreparties obtenues par Arcelormittal pour ce deal, on n'en sait rien.